

La privatisation en Europe de l'Est. DEMBINSKI, Paul H. Paris, PUT, Coll. Que sais-je?, 1995, 128 p.

Paul Pilisi

Volume 27, numéro 4, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703698ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703698ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1996). Compte rendu de [*La privatisation en Europe de l'Est.* DEMBINSKI, Paul H. Paris, PUT, Coll. Que sais-je?, 1995, 128 p.] *Études internationales*, 27(4), 957–959. <https://doi.org/10.7202/703698ar>

cure leur dignité à l'individu et à la collectivité. Contrairement à une croyance répandue, le Coran ne s'oppose pas à la formation du capital, sous réserve de servir l'intérêt général et de participer à la réduction des disparités sociales. Pris ensemble, ces éléments de l'ordre mondial islamique constitueraient un système égalitaire treize siècles avant la vulgarisation du socialisme !

Le dernier chapitre se veut un Pré-lude au nouvel ordre mondial. D'une part, l'auteur croit que le monde islamique devra cesser d'attribuer la responsabilité de son retard à « l'hégémonisme », à « l'avidité » ou à la « domination culturelle » de l'Occident, car son sous-développement est plutôt imputable à ses propres politiques intérieures, à son autoritarisme, à l'hostilité aux libertés et à l'analphabétisme. D'autre part, l'Occident vit lui aussi une crise multiple. Même si le modèle occidental a changé le cours de l'histoire en associant individualisme, rationalisme, laïcité et capital comme vecteurs du progrès humain, il porte en lui-même les raisons de sa transformation en société de symboles électroniques, de chômage, de paupérisation, de pollution, de peur et de guerres « civiles ».

Face à ce double échec « civilisationnel », la participation islamique à la définition du Nouvel ordre mondial se baserait sur deux principes :

1. La coopération internationale et la coexistence pacifique, car l'humanité est « une seule nation et Je suis Votre maître » (Coran).

2. Le dialogue des religions. « Il ne faut pas faire de distinction entre les Messagers de Dieu et les différentes révélations car le retour aux valeurs spirituelles universelles est de nature

à sauver le monde d'un exercice abusif de la liberté et d'une conception des droits de l'homme qui tourne le dos à la composante spirituelle et compromet la sécurité morale des sociétés. » (pp. 157-158)

La vision universaliste de ce livre fort bien écrit transcende le partisanisme religieux ou culturel. Il est destiné non seulement aux non musulmans, il constitue également un excellent rappel des valeurs fondamentales de la religion pour certains musulmans. Je le recommande avec enthousiasme à tous ceux qui s'intéressent à la politique internationale ou à la théologie appliquée.

Peter CALKINS

Département d'économie rurale
Université Laval, Québec

La privatisation en Europe de l'Est.

DEMBINSKI, Paul H. Paris, PUF, Coll.
Que sais-je ?, 1995, 128 p.

Dans l'introduction, l'auteur insiste sur le concept de privatisation lequel, dans le contexte est-européen, désigne le transfert des avoirs étatiques aux institutions privées.

Le premier chapitre est consacré à l'analyse du système de type soviétique considéré comme idéocratie. Dans ce système, la doctrine messianique identifie les mécanismes des sociétés, lesquelles évoluent inéluctablement vers le grand soir paradisiaque, le communisme. En attendant, la terreur sous toutes ses formes visait, en premier lieu, les catégories sociales possédantes. Le socialisme réel est devenu le « Système ».

« Le Système a mis en place les bases de l'organisation sociale grâce à l'utilisation massive de la terreur physique. Toutefois, pour rester efficace, la

terreur d'une part doit être entretenue et d'autre part, doit être exercée à l'égard des personnes qui ont quelque chose à perdre. Les limites en la matière ont été atteintes à partir du moment où la population a été dessaisie de l'ensemble de ses avoirs. » (p. 26)

En outre, le « Système » a engendré un type weberien, « l'homo systemicus qui devait s'accommoder de ce contexte schizophrénique ». Celui-ci trahissait autant qu'il le pouvait les intérêts du système pour satisfaire les siens sous forme de vol, de détournement, etc. L'auteur souligne avec insistance et à juste titre, que tel comportement était généralisé dans tous les pays sans exception.

Le deuxième chapitre expose les grandes lignes de la notion de propriété dans ce type de régime, sans perdre de vue le fait que le système et la société civile se trouvaient dans un conflit d'intérêt permanent. Il est utile de reproduire le passage ci-joint pour illustrer ce type de comportement devenu social.

« Un exemple illustre cette situation: la seule chose susceptible d'intéresser les ouvriers travaillant à la construction d'une nouvelle usine était de détourner à leur usage personnel autant de matériaux de construction ou d'équipements que possible... Les vestiges de cette situation sont clairement visibles aujourd'hui en Europe de l'Est alors que le Système a cessé d'exister. » (p. 45)

Ainsi, le terme « homo systemicus » est identifiable aux réflexes du comportement généralisé des citoyens de l'Est. Malgré la disparition de ce type de régime, la structure mentale de la société civile continue à exister comme auparavant.

Le troisième chapitre met en relief le contexte économique de la privatisation eu égard aux principaux événements internationaux et régionaux affectant les pays de l'Est. D'après l'auteur, l'apparition de « l'homo oeconomicus » constitue le phénomène le plus important de la privatisation. (cf. p. 56) Il reste à savoir si ce phénomène touche une minorité, une partie considérable ou l'ensemble de la société civile? Il va de soi que la privatisation est un processus long, complexe et varié suivant les particularités, et les pays de l'Est sont loin de produire ce phénomène dès la décennie 1990 à l'échelle de la société civile.

Le quatrième chapitre est consacré à la privatisation industrielle. Les problèmes pratiques comme les questions de compensation des anciens propriétaires, la dette des entreprises, la technique de vente variée d'un pays à l'autre illustrent amplement la complexité du processus. Contrairement à ce chapitre, lequel traite de la privatisation « officielle », le suivant évoque le revers de la médaille: la privatisation « occulte ».

De quoi s'agit-il? La privatisation « visible » touche les entreprises et l'autre, « occulte », comprend tout ce qui échappe à la première. Il est un lieu commun de dire, que beaucoup d'anciens cadres du parti de l'État et des entreprises de ce dernier s'étaient transformés en hommes d'affaires prospères disposant des informations privilégiées et des prix quelquefois dérisoires pour acheter les entreprises.

Enfin, le dernier chapitre concerne la « privatisation inachevée ». Le lecteur est tout à fait d'accord non seulement avec le titre, puisque force est de constater que la privatisation est un processus, mais aussi avec les conclusions de

l'auteur. Or ce processus est loin d'être achevé, commencé il y a à peine quelques années. À cet égard le seul tableau statistique, reflétant le taux annuel moyen de croissance du PIB et du secteur privé en Europe centrale et orientale, se réfère aux derniers chiffres de 1992. Le livre était publié en juillet 1995.

Beaucoup de livres, parus durant le tournant de la décennie quatre-vingt ont perdu de leur actualité à peine l'encre séchée. Par contre ce livre traite d'un processus loin d'être inachevé et seulement la moitié de l'essai est consacrée aux préoccupations désignées en titre. Il aurait été préférable d'attendre le développement du processus et de traiter le sujet avec plus de circonspection et de profondeur.

L'essai reste quand même une contribution magistrale et éclairée pour mieux connaître les fondements idéologiques des économies socialistes, les problèmes de transition et notamment ceux de la privatisation.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada

The Return of Culture and Identity in IR Theory.

LAPID, Yosef et Friedrich KRATOCHWIL (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995, 266 p.

La période de la guerre froide a connu un certain nombre de travaux sur la théorie des relations internationales. Force est de constater que ces études ont, de fait, été largement influencées par la conjoncture de l'époque. Aussi, de nos jours, la théorie des relations internationales se doit d'évoluer et de reformuler ses principes à partir de nouveaux con-

cepts. Telle est l'ambition que se sont donnée les onze auteurs qui ont collaboré à cet ouvrage collectif.

La problématique qui sous-tend l'ensemble des contributions se trouve parfaitement résumée dans les termes du titre de l'ouvrage; il s'agit du retour des notions de culture et d'identité dans la théorie des relations internationales.

Cependant, cette interrogation, qui fédère les onze études qui constituent l'ouvrage, peut paraître surprenante. Les questions de culture et d'identité ne sont-elles pas de tout temps des éléments fondamentaux qui rendent compte de la vie internationale; voire même d'une manière plus générale de la vie des sociétés?

L'impression qui domine, malgré tout, c'est que ce retour n'a rien de fondamentalement nouveau. Seul le contexte de la guerre froide avait amené à mettre au second plan ces questions de culture et d'identité. La théorie ayant par nature vocation à construire un schéma explicatif à partir de facteurs jugés essentiels, le rôle de ces questions a pu être occulté.

L'orientation donnée à travers l'ensemble des travaux amène, de fait, à relativiser le rôle des États et à remettre les hommes au cœur de la réflexion.

Au-delà d'une simple question du choix des facteurs essentiels d'une théorie, le contenu de certaines contributions nous amène à contester la validité même des concepts fondamentaux des théories classiques des relations internationales, en particulier réalistes. Cependant ce débat sur la pertinence des critères de la vie internationale n'est pas une originalité de la réflexion dans le domaine des relations internationales depuis la fin de